

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2016;

Considérant que, vu l'approbation de l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 novembre 2016 modifiant les articles 37, 40 et 43 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 mars 2013 relatif au droit de consultation et à la médiation en cas d'adoption internationale et les articles 27, 28 et 31 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 février 2016 relatif à la préparation préalable à l'adoption, la prime de régularisation pour « FIAC-Horizon vzw » est reprise au subventionnement régulier;

Considérant que pour cette raison il convient d'abroger l'arrêté ministériel précité du 6 avril 2016,

Arrête :

**Article unique.** L'arrêté ministériel du 6 avril 2016 fixant le montant de la prime en compensation de la régularisation des contractuels subventionnés au sein du service d'adoption agréé « FIAC-Horizon vzw » est abrogé. Bruxelles, le 22 décembre 2016.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
Jo VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/10556]

**18 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, pris en exécution de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables au budget, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes, l'article 12, alinéa 2;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 61;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 13 et 17 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 janvier 2017;

Vu le décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française, l'article 4;

Considérant que le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « test genre » ne peut être établi dans l'attente de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 6 du décret;

Considérant toutefois que le texte en projet, eu égard à son contenu, n'a pas d'impact sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'urgence;

Considérant que dans un souci de sécurité juridique, il convient d'exécuter l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française et d'adopter les dispositions organisant et coordonnant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis n° 60.607/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret du 20 décembre 2011 : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;
- 2° arrêté du 28 novembre 2013 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audits internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;
- 3° arrêté du 13 décembre 2012 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale;
- 4° Ministère : Ministère de la Communauté française, à savoir les services d'administration générale de la Communauté française;
- 5° service relevant directement du Gouvernement : service distinct du Ministère, créé par décret ou par arrêté du Gouvernement et placé directement sous l'autorité du Gouvernement pour l'exercice de missions spécifiques;
- 6° services du budget et des finances : Direction générale du Budget et des Finances du Ministère - Service général du Budget et de la Comptabilité, et Service général des Finances;
- 7° unité de contrôle des engagements : unité visée par l'article 2, 8°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des engagements;
- 8° unité de contrôle des liquidations : unité visée par l'article 2, 9°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des liquidations.

**Art. 2.** Sans préjudice des régimes de subventions organisés par des décrets existants et leurs arrêtés d'exécution, les dispositions du présent arrêté sont applicables aux entités définies à l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du décret du 20 décembre 2011.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le présent arrêté ne s'applique pas aux services visés :

- 1° à l'article 83 de la loi de redressement du 31 juillet 1984;
- 2° à l'article 56, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;
- 3° à l'article 13, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

CHAPITRE 2. — *Organisation et coordination du contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions*

*Section 1<sup>re</sup>. — Le contrôle direct*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Ont compétence pour exercer le contrôle visé par le chapitre V de la loi de dispositions générales et l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 :

- 1° le service du Ministère ou service relevant directement du Gouvernement qui a octroyé la subvention;
- 2° les services du budget et des finances;
- 3° les unités de contrôle des engagements et des liquidations;
- 4° les inspecteurs des Finances.

§ 2. Les acteurs visés au paragraphe premier avertissent préalablement le Ministre ordonnateur concerné du contrôle qui sera opéré.

**Art. 4.** Les services visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, contrôlent sur pièces ou sur place, les justifications que le bénéficiaire de la subvention doit fournir à l'instance subsidiaire.

Les services visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent aussi contrôler, sur pièces ou sur place, les justifications que les bénéficiaires de subventions doivent fournir aux personnes morales dont ils reçoivent ces subventions, lorsque ces personnes sont elles-mêmes subventionnées par le Ministère ou service relevant directement du Gouvernement.

Dans les limites et les conditions de leurs attributions et conformément aux articles 48 et 49 du décret du 20 décembre 2011, les inspecteurs des Finances exercent également le contrôle prévu aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'accomplissement des missions de contrôle sur place prévues à l'article 4, les membres des services visés à l'article 3 disposent des pouvoirs d'investigation les plus larges.

Ils peuvent notamment consulter sans déplacement tous états, pièces comptables, documents et pièces justificatives, se faire communiquer tous éléments qui présentent un intérêt pour leurs investigations et entendre toute personne qualifiée susceptible de leur fournir des éclaircissements.

Ils peuvent étendre leurs investigations au-delà même du cadre annuel de la gestion en cours, sans préjudice des dispositions en matière de prescription.

§ 2. Les rapports de contrôle établis en application du § 1<sup>er</sup>, par les services visés à l'article 3 sont adressés au Ministre ordonnateur primaire.

Les rapports des inspecteurs des Finances sont adressés au Ministre ordonnateur primaire et au Ministre ayant le budget et les finances dans ses attributions.

**Art. 6.** Les membres de services visés à l'article 3 ne peuvent s'immiscer dans la gestion des bénéficiaires de subvention ni donner des ordres tendant à empêcher ou suspendre des opérations.

**Art. 7.** Sans préjudice de dispositions contraires, si le bénéficiaire d'une subvention reste en défaut de fournir les justifications selon les modalités et à échéance du délai prévu par la décision d'octroi de la subvention, un décret ou une disposition réglementaire, le service visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, lui adresse, par envoi recommandé, une mise en demeure de fournir lesdites justifications dans un délai de trente jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la mise en demeure.

A défaut de fournir les justificatifs demandés, le bénéficiaire défaillant de la subvention ne peut plus percevoir le solde de la subvention, sans préjudice du remboursement du montant de la/des première(s) tranches de la subvention en l'application des articles 13 et 14 de la loi de dispositions générales, de l'article 61, 5° et 6°, du décret du 20 décembre 2011 et de l'article 8.

**Art. 8.** Si les conditions de l'article 2, 10°, du décret du 20 décembre 2011 sont réunies et conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2011, l'ordonnateur constate les droits à la charge du bénéficiaire de la subvention sur base du rapport des services visés à l'article 3 établissant que le bénéficiaire se trouve dans les hypothèses énumérées à l'article 13 de la loi de dispositions générales et à l'article 61, 5°, du décret du 20 décembre 2011. L'ordonnateur donne l'ordre de recouvrer le montant de la subvention en tout ou partie à concurrence de la partie non justifiée.

En application de l'article 19, § 2, du décret du 20 décembre 2011, les droits constatés sont inscrits dans la comptabilité et communiqués à un receveur, chargé d'en poursuivre le recouvrement conformément aux articles 53 et 55 du décret du 20 décembre 2011 à charge du bénéficiaire de la subvention.

Conformément à l'article 40 de l'arrêté du 13 décembre 2012, le receveur procède, dans le délai fixé à l'article 55 du décret du 20 décembre 2011, à une invitation à payer sous forme de rappel par simple lettre, suivi d'une relance et enfin, en cas d'inertie du bénéficiaire de la subvention défaillant, d'une mise en demeure avec injonction de payer par lettre recommandée.

A défaut de réaction à la mise en demeure visée à l'alinéa 3, le receveur fait application de l'article 41 de l'arrêté du 13 décembre 2012.

*Section 2. — Le contrôle et l'audit internes*

**Art. 9.** Conformément à l'article 47 du décret du 20 décembre 2011 et aux articles 26 et 27 de l'arrêté du 28 novembre 2013, le service chargé pour le Ministère de l'audit et le Comité d'audit sont chargés d'évaluer l'adéquation, l'efficacité et la qualité du contrôle interne de l'octroi et de l'emploi des subventions, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie sans intérêt.

*CHAPITRE 3. — Disposition finale*

**Art. 10.** Le membre du Gouvernement qui a le budget et les finances dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2017/10556]

**18 JANUARI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies, genomen ter uitvoering van artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, artikel 12, tweede lid;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 61;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 en 17 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 januari 2016;

Gelet op het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap, artikel 4;

Overwegende dat het verslag over de evaluatie van de impact van het project op de respectieve toestand van vrouwen en mannen, genoemd "gendertest, niet kan worden opgesteld in afwachting van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 6 van het decreet;

Overwegende echter dat de ontworpen tekst, gelet op zijn inhoud, geen impact heeft op de respectieve toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met het oog op een betere rechtsveiligheid, moet worden uitgevoerd, en dat de bepalingen voor de organisatie en de coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies moeten worden goedgekeurd;

Gelet op het advies nr. 60.607/2 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — Definities en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° decreet van 20 december 2011 : het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° besluit van 28 november 2013 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;
- 3° besluit van 13 december 2012 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding;
- 4° Ministerie van de Franse Gemeenschap, dit zijn de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap;
- 5° dienst die rechtstreeks onder de Regering ressorteert : dienst die niet tot het Ministerie behoort, die bij decreet of bij besluit van de Regering wordt opgericht en rechtstreeks staat onder het gezag van de Regering voor de uitoefening van specifieke opdrachten;

- 6° diensten voor begroting en financiën : algemene directie begroting en financiën van het ministerie – algemene dienst begroting en comptabiliteit, en algemene dienst financiën;
- 7° eenheid voor de controle op de vastleggingen : eenheid bedoeld bij artikel 2, 8°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, die, binnen de diensten voor begroting en financiën, belast wordt met de controle op de vastleggingen;
- 8° eenheid voor de controle op de vereffeningen : eenheid bedoeld bij artikel 2, 9°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012, die, binnen de diensten voor begroting en financiën, belast wordt met de controle op de vereffeningen;

**Art. 2.** Onverminderd de subsidieregelingen die door de bestaande decreten en besluiten tot uitvoering ervan worden geregeld, zijn de bepalingen van dit besluit toepasselijk op de entiteiten die bepaald zijn in artikel 3, eerste lid en tweede lid, van het decreet van 20 december 2011.

In afwijking van het eerste lid, is dit besluit niet van toepassing op de bedoelde diensten :

- 1° in artikel 83 van de herstellwet van 31 juli 1984;
- 2° in artikel 56, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- 3° in artikel 13, derde lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

**HOOFDSTUK 2.** — *Organisatie en coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies*

*Afdeling 1.* — De rechtstreekse controle

**Art. 3.** § 1. Bevoegd zijn om de controle uit te oefenen, bedoeld bij hoofdstuk V van de algemenebepalingenwet en artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 :

- 1° de dienst van het Ministerie of de dienst die rechtstreeks onder de Regering ressorteert en die de subsidie heeft toegekend;
- 2° de diensten voor begroting en financiën;
- 3° de eenheden voor de controle op de vastleggingen en de vereffeningen;
- 4° de inspecteurs van Financiën.

§ 2. De bij paragraaf 1 bedoelde actoren verwittigen vooraf de betrokken ordonnancerende minister van de controle die zal worden uitgeoefend.

**Art. 4.** De in artikel 3, § 1, 1°, bedoelde diensten controleren op stukken en ter plaatse de verantwoordingsstukken die de subsidieontvanger aan de subsidiërende instantie moet meedelen.

De in artikel 3, § 1, 1° bedoelde diensten kunnen ook op stukken en ter plaatse de verantwoordingsstukken controleren die de subsidieontvangers moeten meedelen aan de rechtspersonen waarvan zij die subsidies ontvangen, wanneer die personen zelf worden gesubsidieerd door het Ministerie of de dienst die rechtstreeks onder de Regering ressorteert.

Binnen de perken en de voorwaarden voor hun toekenning en overeenkomstig de artikelen 48 en 49 van het decreet van 20 december 2011, oefenen de inspecteurs van Financiën eveneens de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde controle uit.

**Art. 5.** § 1. Voor de uitoefening van de opdrachten betreffende de controle ter plaatse, bedoeld in artikel 4, beschikken de leden van de in artikel 3 bedoelde diensten over zeer ruime onderzoeksbevoegdheden.

Ze kunnen inzonderheid, zonder zich te moeten verplaatsen, alle staten, boekhoudkundige stukken, documenten en verantwoordingsstukken raadplegen, zich alle gegevens laten meedelen die nuttig zijn voor hun onderzoek en elke bevoegde persoon horen die opheldering kan brengen.

Ze kunnen hun onderzoek verder uitvoeren dan in het kader van het lopende jaarlijkse beheer, onverminderd de bepalingen inzake verjaring.

§ 2. De controleverslagen die met toepassing van § 1 worden opgesteld door de in artikel 3 bedoelde diensten, worden aan de primaire ordonnancerende Minister meegedeeld.

De verslagen van de inspecteurs van Financiën worden aan de primaire ordonnancerende Minister en aan de Minister bevoegd voor de begroting en de financiën gericht.

**Art. 6.** De leden van de in artikel 3 bedoelde diensten kunnen zich niet inmengen in het beheer van de subsidieontvangers noch bevelen geven om verrichtingen te voorkomen of te schorsen.

**Art. 7.** Tenzij anders is bepaald, als de subsidieontvanger geen verantwoording geeft volgens de nadere regels en de termijn bepaald in de beslissing tot toekenning van de subsidie, een decreet of een verordeningsbepaling, stelt de in artikel 3, § 1, 1° bedoelde dienst hem bij aangetekend schrijven in gebreke die verantwoording te bezorgen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de ingebrekestelling.

Als de subsidieontvanger niet de aangevraagde verantwoording bezorgt, kan hij het saldo van de subsidie niet meer ontvangen, onverminderd de terugbetaling van het bedrag van de eerste schijf(ven) van de subsidie met toepassing van de artikelen 13 en 14 van de algemenebepalingenwet, artikel 61, 5° en 6°, van het decreet van 20 december 2011 en artikel 8.

**Art. 8.** Indien aan de voorwaarden van artikel 2, 10°, van het decreet van 20 december 2011 wordt voldaan, en overeenkomstig artikel 19, § 1, van het decreet van 20 december 2011, stelt de ordonnateur de rechten ten laste van de subsidieontvanger vast op grond van het verslag van de in artikel 3 bedoelde diensten dat bevestigt dat de subsidieontvanger zich bevindt in de gevallen opgesomd in artikel 13 van de algemenebepalingenwet en in artikel 61, 5°, van het decreet van 20 december 2011. De ordonnateur geeft bevel het bedrag van de subsidie geheel of gedeeltelijk terug te vorderen ten bedrage van het niet verantwoorde deel.

Met toepassing van artikel 19, § 2, van het decreet van 20 december 2011, worden de vastgestelde rechten in de boekhouding opgenomen en meegedeeld aan een ontvanger die de terugvordering ervan moet inzetten overeenkomstig de artikelen 53 en 55 van het decreet van 20 december 2011 ten laste van de subsidieontvanger.

Overeenkomstig artikel 40 van het besluit van 13 december 2012, stuurt de ontvanger, binnen de in artikel 55 van het decreet van 20 december 2011, een betalingsherinnering bij een gewone brief, gevolgd door een herhaling, en, ten slotte, als de subsidieontvanger nog altijd niet betaalt, een aanmaning tot betaling bij aangetekend schrijven.

Als geen reactie komt op de in het derde lid bedoelde aanmaning, past de ontvanger artikel 41 van het besluit van 13 december 2012 toe.

*Afdeling 2. — Interne controle en audit*

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 47 van het decreet van 20 december 2011 en de artikelen 26 en 27 van het besluit van 28 november 2013, worden de dienst die voor het Ministerie met de audit wordt belast en het Auditcomité ermee belast de geschiktheid, de doeltreffendheid en de kwaliteit van de interne controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies, met inbegrip van elk terugvorderbaar geldvoorschot dat zonder interest werd toegestaan, te evalueren.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

**Art. 10.** Het lid van de Regering dat bevoegd is voor de begroting en de financiën wordt belast met de uitvoering van dit decreet.

Brussel, 18 januari 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambttenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/10559]

**18 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant octroi de trois agréments de centres de validation des compétences**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française qui prévoit, en ses articles 14, 15 et 16, les conditions d'agrément en tant que Centre de validation des compétences;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité directeur du Consortium de validation des compétences du 24 octobre 2016;

Vu l'avis de la Commission consultative et d'agrément du Consortium de validation des compétences du 7 novembre 2016;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les agréments des Centres de validation des compétences suivants sont octroyés, sous réserve de l'octroi d'agrément par les trois parties à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, pour une durée de deux ans:

- Centre IFAPME de Tournai, audité pour le métier de Tuteur en entreprise par l'organisme de contrôle BQA S.A. N° dossier 158/110516;

- Centre IFAPME de Liège Huy Waremme, audité pour le métier de Aide-comptable par l'organisme de contrôle BQA S.A. N° dossier 165/110516;

- Centre IFAPME de Liège Huy Waremme, audité pour le métier de Employé administratif par l'organisme de contrôle BQA S.A. N° dossier 166/110516.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

La durée d'agrément de deux ans ne commence à courir qu'à partir du jour où les trois parties contractantes à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 ont chacune pris une décision d'octroi d'agrément.

**Art. 3.** La Ministre qui a l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS